



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Dans ce cadre, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création plastique pour des usagers dits « éloignés ».

Par délibération n°13617 du 27 janvier 2016, le Conseil a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34, dont l'objectif est de développer l'accès à la culture auprès de publics spécifiques, en s'appuyant sur un réseau de plus de 550 relais sociaux partenaires sur l'ensemble du territoire héraultais.

Les actions mises en place dans ce cadre de 2016 à 2018 se sont révélées fructueuses et prouvent qu'il est possible de soutenir et d'accroître le rayonnement du musée auprès d'une large population tant au niveau des publics spécifiques que des professionnels associés.

Il est donc envisagé de reconduire ce partenariat pour l'année 2019.

Afin d'inciter les partenaires relais de l'association Culture et Sport Solidaires 34 à rendre le musée accessible, il est proposé de mettre gracieusement à leur disposition des billets d'entrée pour 80 personnes et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole assurera la prise en charge financière de la mise à disposition gracieuse de ces billets pour un budget global de 530 €.

En outre, l'association Culture et Sport Solidaires 34 invitera les professionnels et bénévoles de ses relais sociaux à participer à des rencontres-formations organisées par le musée Fabre au musée. A cette occasion l'outil d'accès en autonomie « Le sens du détail » sera valorisé.

Enfin, l'association Culture et Sport Solidaires 34 bénéficiera de l'organisation d'un projet spécifique annuel (visites ou ateliers) sur un thème choisi en collaboration avec le musée Fabre à destination d'un groupe de 10 à 12 usagers issus des relais sociaux de Culture et Sport Solidaires 34.

Pour encourager ce projet, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole proposera à Culture et Sport Solidaires 34 un tarif préférentiel sous la forme d'un abonnement annuel de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Cette convention sera conclue pour une durée d'un an. A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée, après un bilan établi annuellement, dans la limite de deux reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-71890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.